

LE CONGRÈS DE L'AFL

INTERVIEW DE EDWY PLENEL

"Votre faiblesse, c'est la déscolarisation"

L'AFL, votre faiblesse c'est la déscolarisation

Edwy PLENEL est journaliste au Monde. D'abord rédacteur de la rubrique éducation, il s'occupe aujourd'hui des questions de police, sécurité, terrorisme, etc. Loin de la tension des colonnes d'un article, de l'éphémère lié à l'événement, de l'urgence de l'écriture journalistique, il a pris le temps, un jour, de recharger et de renouveler les analyses autour de l'École Publique, libre et obligatoire en produisant un livre remarquable et impressionnant d'érudition : **L'État et l'école en France** paru chez Payot en 1985.

C'est parce qu'il connaît bien les conditions dans lesquelles s'est créé notre système éducatif, qu'il en a observé les effets et souhaité, comme nous, sa transformation que nous avons pensé qu'il pourrait nous aider à mieux comprendre la nature des résistances de cette institution à tout changement.

Nous l'avons rencontré un matin, à la libération de son travail, dans un bistro du boulevard des Italiens, là où les événements planétaires se transforment en informations du quotidien pour une France aux soirs et aurores si repliés.

Le monde se parle ici ; ici respire toute l'humanité. En vif observateur, Edwy PLENEL fait le point avec nous sur cette école contestable et nécessaire, si traditionnelle qu'elle en devient presque irréaliste, efficace cependant pour le bonheur : 26% de la population conduite au baccalauréat chaque année. Edwy PLENEL a l'air de faire des analyses proches des nôtres. Il a l'air, pourtant, de s'y prendre autrement.

Critique de la critique

Ainsi, évoquant les années 1970 et les attaques féroces contre l'école, il s'étonne : *"Bizarrement, alors qu'on s'acharnait à dénoncer tout ce qui n'avait pas marché, on ne s'est jamais demandé pour quoi ça avait marché. Comment imaginer que l'école ait pu s'instaurer uniquement par contrainte ? Elle a aussi répondu à des vœux. Il faut donc analyser toutes les contradictions qui ont présidé à sa naissance, se livrer en quelque sorte à une critique de la critique de l'école."*

Marx et l'école obligatoire

C'est sans surprise que le regard se tourne vers un contestataire célèbre et pas des moindres : Karl Marx. Edwy PLENEL dit de lui : *"Il est prisonnier de son temps, d'une société qui acceptait le travail des enfants. Il ne peut pas imaginer une éducation qui sépare les jeunes de la production jusqu'à 18 ans. Par ce refus idéologique, il s'oppose au mouvement ouvrier, qui lui, voulait arracher les enfants du monde du travail."* Cette première contradiction en amène une autre à partir du même modèle révolutionnaire.

Les enseignants et l'école obligatoire

Marx souhaitait limiter le rôle de l'État sur les individus et ne lui confère que le pouvoir de faciliter les actions. Les enseignants, eux, vont avoir, au contraire, une forte demande d'État pour les raisons qu'énonce Edwy PLENEL : *"C'est un moyen pour eux de refuser l'arbitraire d'un potentat local et d'obtenir, d'un pouvoir lointain et difficilement contestable, les garanties d'une indépendance."*

L'ouvrier et l'école

En plein débat sur l'État, le mouvement ouvrier s'intéresse, bien sûr, à l'école mais, pour Edwy PLENEL, à partir d'analyses dépourvues de complexité : *"Les ouvriers demandaient des lois publiques sans attirer l'attention sur les conditions dans lesquelles elles devaient exister. L'État dépasse vite la demande et va au-delà de certaines garanties pour exercer un contrôle sur les contenus."* Edwy PLENEL nuance ce jugement sur le discours simplificateur de ce mouvement en rappelant son passé récent et fatal, tristement illustré par la répression de la Commune. Il sait bien que l'École a profité de ces conditions historiques s'assurant ainsi une participation faible d'un mouvement ouvrier anéanti et qui s'est situé dans deux attitudes contradictoires qu'Edwy PLENEL résume ainsi : *"Les ouvriers ont surestimé l'École quand ils ont misé sur sa puissance à mener la bataille contre le piège clérical. L'imaginaire, à ce sujet, fonctionnait bien et l'État a su le brandir. Ils ont sous-estimé l'École, à l'inverse, quand ils pensaient pouvoir la contourner sans perdre leur identité. Le problème, aujourd'hui, c'est justement cette perte d'identité du mouvement ouvrier que l'on retrouve dans la perte d'audience du Parti Communiste."*

L'École d'un siècle

Apparemment immuable, l'École encaisse cependant des secousses du monde qui l'assaille. Edwy PLENEL parle d'abord de l'industrialisation, brutale et imprévisible : "En 1955, la France est à dominante rurale et paysanne. L'École, s'appuyant sur ses valeurs, les alimente et les privilégie à la ville comme à la campagne. Elle n'a pas pu, comme en Angleterre, prendre le temps de s'adapter à l'industrialisation et tenir compte de la réalité urbaine. La crise de légitimité de l'École est la conséquence de ce phénomène social et économique mal maîtrisé."

Autre assaut, plus actuel, plus insidieux : le libéralisme. Pour Edwy PLENEL, c'est un nouveau piège : "Aujourd'hui, en surface, on semble attaquer l'Éducation Nationale par un discours qui valorise le local, le diversifié, la compétition, l'antifonctionariat. Le propos n'est pas si anti-étatique, qu'il paraît. Il n'y a qu'à se référer à l'exemple de l'école privée."

Face à cette offensive, comment éviter de défendre les acquis, de se retrancher derrière les garanties ? Les inconvénients du système disparaissent au profit de ses avantages. Quoi de plus naturel constate Edwy PLENEL : *"Le service public est un espace contradictoire qu'il faut maintenir car il permet une autonomie plus grande que le privé."*

Par quel bout, le changement ?

Les militants la ressentent bien cette contradiction, eux qui ne cessent de contester une école à laquelle ils sont pourtant tellement attachés ! Ils cherchent alors, à l'extérieur, des forces pour les aider à faire pression sur cette institution, afin qu'elle serve les intérêts du plus large public selon les exigences nouvelles de la modernité. Là encore Edwy PLENEL pense que ce n'est pas si simple : *"Les militants n'ont pas seuls la clé du changement. En étant trop volontariste, on oublie que toute transformation se joue aussi en dehors de l'école, dans la réalité sociale et politique. C'est là que*

l'École publique a du mal à lancer un mouvement comme celui qui a provoqué les manifestations de l'École privée."

On jubile à l'idée de se retrouver sur la même dynamique : celle de la déscolarisation. Notre interlocuteur stoppe net nos soupirs satisfaits : *"À mon avis, il existe un levier : ce sont les enseignants. Je les joue (et là, je ne vais peut-être pas plaire à l'AFL) contre la déscolarisation, la force de transformation des parents me semble idéaliste."*

Vivre à l'heure de la cité

Que dire de la force de transformation des enseignants, de leur capacité à innover même sous un gouvernement proche de leurs luttes syndicales ou politiques, Edwy PLENEL en parle avec regret : *"On peut reprocher à la gauche de Savary d'avoir joué l'éclatement, la diversité. On a un peu brandi les ZEP comme des carottes avec l'argument suivant : "si vous êtes entrepreneurs, vous aurez des moyens." Pourquoi n'avoir pas fait plus simple et choisi la logique des équipes en place et déjà motrices ? On n'a pas poussé à des dynamiques collectives qui auraient pu faire vivre les établissements scolaires à l'heure de la Cité.*

Aujourd'hui, ils n'ont aucune représentation dans les débats publics alors qu'ils devraient être des lieux de parole et de propositions face aux problèmes des jeunes, du chômage et de la sécurité. Dans les conseils communaux de Prévention contre la délinquance, le partenaire le plus actif c'est le flic."

L'école s'enlise. Que fait donc la police ?

Alors, qu'à l'AFL, nous souhaitons que le corps social reprenne en charge la formation des citoyens, Edwy PLENEL pense que l'État devrait permettre à l'École de reprendre du pouvoir dans les problèmes sociaux. Un obstacle de taille à cela : *"On se heurte là au syndicalisme qui, notamment à cause de ses déchirements internes, empêche une nouvelle participation des enseignants à la vie publique. Prenons une autre institution dont le syndicalisme est facteur d'évolution : la police. Deleplace qui désire revaloriser l'image du policier commence par tenir un discours unificateur à l'intérieur du syndicat. Il parle au nom de toute la police et renoue les dialogues entre les différents corps. L'École, elle, a du mal à être unificatrice et ses actions provoquent dans l'opinion de la surprise et de l'incompréhension. Regardez comment a été perçu le mouvement des instituteurs : comme une manifestation corporatiste. Les gens n'ont pas compris ce qui se passait entre les directeurs et les autres enseignants. Ils ont pris ça comme un refus de contrôle, comme un désir de protéger une immunité."*

Le flic s'éclate, l'instit se mine

Existerait-il un syndicalisme moderne et populaire ? Edwy PLENEL pense que celui de la police est en train de le devenir : *"Le syndicat de la police songe à la revalorisation de l'image des gardiens : on repense l'accueil du public, la déclaration des droits de l'homme est affichée dans les commissariats, on réexamine le code de déontologie et les réelles fonctions de la police que l'on confond trop souvent avec celles des pompiers. L'uniforme s'est actualisé, on élargit le débat sur la sécurité, un cinquième des gardiens de la paix est recruté au niveau du DEUG et on songe à leur formation continue. On envisage l'avancement au mérite et on tient compte du jeu de l'individualité ce qui ne veut pas dire larguer les amarres. Les syndicats enseignants, eux, sont en décalage avec le monde moderne, figés sur des principes immuables."*

S'ouvrir de l'intérieur

Admettons que les discours syndicalistes poussent aux repliements corporatistes. Comment ne pas en vouloir à la gauche qui, en cinq ans, a si peu su amplifier les avancées des mouvements pédagogiques quand elle ne les a pas littéralement saignés à blanc par des propos dignes d'un Jules Ferry dans ses plus mauvais jours ? Edwy PLENEL nous incite au bilan et à la conscience malheureuse : *"Le mouvement Freinet qui, dans les années 1960, proposait des solutions thérapeutiques aux difficultés, a eu, au moment de l'arrivée de la gauche, le besoin d'une reconnaissance institutionnelle. Aujourd'hui, on devrait être en mesure de faire le bilan des conséquences de cette demande corporatiste, de cette défense catégorielle des acquis."*

Face à l'institution, il faut jouer la reprise des idées et envisager des étapes plutôt que des solutions de rechange. Contre l'offensive libérale, il faut sortir du mythe de l'usager. On ne transformera pas l'École de l'extérieur.

Jules Ferry, notre bonne conscience

On a compris, ce qui ne veut pas dire qu'on adhère. Edwy PLENEL s'entête lui à nous comparer à l'ordre public, nous qui ne semons que le désordre : *"La nouvelle image autour de la police vient de l'intérieur. Ce n'est pas la société qui l'a produite. Cette institution a beaucoup de retard à rattraper. N'ayant pas eu de Jules Ferry elle se situe davantage dans l'évolution que dans la reconstruction."*

Et puis, la police a peut-être l'avantage d'avoir mauvaise conscience, d'être perçu comme oppressive. Elle connaît peut-être la troublante envie de casser cette image.

Ce n'est peut-être pas le cas de l'École qui, quels que soient ses états d'âme, se sent viscéralement l'âme d'une libératrice contre toutes sortes d'obscurantismes ?"

Les oppresseurs ne sont plus ce qu'ils étaient. Les libérateurs ne sont plus là où on les attendait. Il est grand temps pour la cité de repenser ses services publics et pour l'AFL de remettre les pendules à l'heure : imaginer que nous puissions confondre déscolarisation et libéralisme, c'est vraiment chercher midi à quatorze heures !

Yvonne CHENOUF